

Art. 3. Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

Annexe

CONSEIL DE LA CONCURRENCE

AUDITORAT

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent règlement d'ordre intérieur, il faut entendre par :

1° la loi : la loi sur la protection de la concurrence économique, coordonnée le 15 septembre 2006;

2° l'AR procédure : l'arrêté royal du 31 octobre 2006 relatif aux procédures en matière de protection de la concurrence économique;

3° l'auditeur : le membre de l'Auditorat visé au Chapitre III, Section 1^{re}, Sous-section 4 de la loi;

4° le Conseil : le Conseil de la concurrence visé au Chapitre III, Section 1^{re}, Sous-section 3 de la loi;

5° le Service : le Service de la concurrence visé au Chapitre III, Section 2, de la loi;

6° le greffe : le greffe visé au Chapitre III, Section 1^{re}, Sous-section 6, de la loi.

Section 2. — Auditeur général et Auditorat

Art. 2. L'auditeur général dirige l'Auditorat et exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et le présent règlement. Il exerce son autorité sur les membres de l'Auditorat et garantit leur indépendance dans le traitement des affaires qu'il leur confie.

L'auditeur général veille à la continuité des activités de l'Auditorat.

Section 3. — Réunions de l'Auditorat

A. Règles générales

Art. 3. § 1^{er}. L'Auditorat se réunit valablement pour autant que la majorité de ses membres soient présents ou représentés.

§ 2. Tout auditeur peut donner par écrit mandat à un autre auditeur pour le représenter à une réunion déterminée de l'Auditorat et y voter. Toute représentation par mandat sera prise en compte pour la détermination du quorum pour autant que la moitié des auditeurs soient présents.

§ 3. L'Auditorat se réunit au moins une fois par mois. Il se réunit en outre chaque fois que l'intérêt de l'Auditorat l'exige ou chaque fois que deux auditeurs le demandent.

§ 4. Les réunions ont notamment pour objet de permettre à l'Auditorat d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 7, § 3, 29, § 1^{er}, 7°, et § 3, 44, § 1^{er}, 2°, 45, § 4, 47, 50, § 1^{er}, et 71 de la loi.

§ 5. L'auditeur général préside les réunions de l'Auditorat et en fixe l'ordre du jour. Chaque auditeur peut demander l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour.

§ 6. L'Auditorat délibère à la majorité simple des voix exprimées, la voix de l'auditeur général étant prépondérante en cas de partage.

Art. 4. Les réunions de l'Auditorat ne sont pas publiques. Les débats sont confidentiels.

Art. 5. Les réunions de l'Auditorat font l'objet d'un procès-verbal qui est soumis à approbation lors de la prochaine réunion de l'Auditorat. Il est signé par l'auditeur général.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 januari 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

Bijlage

RAAD VOOR DE MEDEDINGING

AUDITORAAT

HUISHOUDELIJK REGLEMENT

Sectie 1. — Definities

Artikel 1. In de zin van dit huishoudelijk reglement moet worden verstaan onder :

1° de wet : de wet tot bescherming van de economische mededinging, gecoördineerd op 15 september 2006;

2° het KB procedure : koninklijk besluit van 31 oktober 2006 betreffende de procedures inzake bescherming van de economische mededinging;

3° de auditeur : het lid van het Auditoraat bedoeld in Hoofdstuk III, Sectie 1, Sub-sectie 4 van de wet;

4° de Raad : de Raad voor de Mededinging, bedoeld in Hoofdstuk III, Sectie 1, Sub-sectie 3 van de wet;

5° de Dienst : de Dienst voor de Mededinging, bedoeld in Hoofdstuk III, Sectie 2, van de wet;

6° de griffie : de griffie bedoeld in Hoofdstuk III, Sectie 1, Sub-sectie 6, van de wet.

Sectie 2. — Auditeur-generaal en Auditoraat

Art. 2. De auditeur-generaal leidt het Auditoraat en oefent de bevoegdheden uit die hem door de wet en dit reglement zijn toegekend. Hij oefent zijn gezag uit over de leden van het Auditoraat en waarborgt hun onafhankelijkheid bij de behandeling van de zaken die hij hun toevertrouwt.

De auditeur-generaal waakt over de continuïteit van de activiteiten van het Auditoraat.

Sectie 3. — Vergaderingen van het Auditoraat

A. Algemene regels

Art. 3. § 1. Het Auditoraat komt geldig bijeen, op voorwaarde dat de meerderheid van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

§ 2. Elke auditeur kan schriftelijk een mandaat geven aan een andere auditeur om hem op een bepaalde vergadering van het Auditoraat te vertegenwoordigen en er te stemmen. Elke vertegenwoordiging via een mandaat zal in aanmerking worden genomen voor het bepalen van het quorum, op voorwaarde dat de helft van de auditeurs aanwezig zijn.

§ 3. Het Auditoraat komt ten minste eenmaal per maand bijeen. Het komt bovendien bijeen telkens het belang van het Auditoraat dit vereist of telkens twee auditeurs dit vragen.

§ 4. De vergaderingen zijn in het bijzonder bedoeld om het Auditoraat de mogelijkheid te bieden de bevoegdheden uit te oefenen die hem door de artikelen 7, § 3, 29, § 1, 7° en § 3, 44, § 1, 2°, 45, § 4, 47, 50, § 1, en 71 van de wet zijn toegekend.

§ 5. De auditeur-generaal zit de vergaderingen van het Auditoraat voor en legt de agenda vast. Elke auditeur kan vragen dat een of meer punten op de agenda worden ingeschreven.

§ 6. Het Auditoraat beraadslaagt bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen; de stem van de auditeur-generaal is doorslaggevend in geval van staking van stemmen.

Art. 4. De vergaderingen van het Auditoraat zijn niet publiek. De debatten zijn vertrouwelijk.

Art. 5. Van de vergaderingen van het Auditoraat wordt een verslag opgemaakt dat tijdens de volgende vergadering van het Auditoraat ter goedkeuring wordt voorgelegd. Het wordt ondertekend door de auditeur-generaal.

B. Réunions visées à l'article 29, § 1^{er}, de la loi

Art. 6. § 1^{er}. Le fonctionnaire dirigeant du Service de la concurrence et l'auditeur général déterminent de commun accord le calendrier et l'ordre du jour des réunions de l'Auditorat qui ont pour objet la détermination des priorités de la politique de mise en oeuvre de la loi et la fixation de l'ordre de traitement des dossiers introduits en vertu de l'article 44 de la loi et qui sont présidées par le fonctionnaire dirigeant du Service de la concurrence en vertu de l'article 29, § 1^{er}, de la loi.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant du Service de la concurrence dispose d'une voix consultative.

§ 3. Les réunions visées au § 1^{er} font l'objet d'un procès-verbal signé par le fonctionnaire dirigeant du Service de la concurrence et l'auditeur général après approbation par le fonctionnaire dirigeant du Service de la concurrence, l'auditeur général et les auditeurs présents.

§ 4. Les dispositions des paragraphes 1^{er}, 2 et 6, de l'article 3 et de l'article 4 du présent règlement sont applicables aux réunions visées au § 1^{er}.

C. Décisions de classement de l'Auditorat en matière de pratiques restrictives

Art. 7. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 3 du présent règlement, les délibérations de l'Auditorat relatives aux décisions motivées de classement en matière de pratiques restrictives visées à l'article 45, § 2, de la loi sont valablement prises dès lors que trois auditeurs sont présents.

§ 2. Un membre de l'auditorat ayant participé au délibéré est chargé de la rédaction finale de la décision.

§ 3. La décision est signée par les auditeurs ayant participé au délibéré.

Section 4. — Procédures

Art. 8. Lorsque l'Auditorat est amené à se prononcer sur le caractère confidentiel des données et documents rassemblés au cours d'une instruction en application de l'article 44, § 6, de la loi ou des observations déposées en application de l'article 9 du présent règlement, les décisions sont prises et signées au nom de l'Auditorat par l'auditeur en charge du dossier.

Art. 9. § 1^{er}. Lorsque l'Auditorat envisage de conclure à l'irrecevabilité ou au non-fondement de la plainte ou de la demande en application de l'article 45, § 2, de la loi et s'il estime nécessaire d'entendre le plaignant, le requérant ou toute autre personne physique ou morale, il les convoque à la date qu'il fixe.

Les dispositions des articles 3 à 5 de l'arrêté royal procédure sont d'application.

§ 2. Les éventuelles observations écrites des personnes convoquées sont adressées au greffe pendant les heures d'ouverture de ce dernier au plus tard le jour précédent l'audience, avec copie électronique. Si les documents communiqués contiennent des secrets d'affaire ou d'autres éléments confidentiels, il y a lieu d'en justifier le caractère confidentiel et de joindre une version non-confidentielle.

Art. 10. L'audience n'est pas publique.

Art. 11. Les doubles authentiques des décisions de l'Auditorat ou de l'auditeur sont certifiées conformes par l'auditeur général, l'auditeur qu'il désigne à cette fin ou l'auditeur en charge du dossier.

En matière de concentrations, un double de la lettre de l'auditeur visée à l'article 61, § 3, de la loi qui est considérée comme une décision du Conseil est certifié conforme par l'auditeur en charge du dossier et conservé au greffe.

Section 5. — Représentation de l'Auditorat

Art. 12. L'Auditorat est représenté par l'auditeur général. Ce dernier peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir à l'auditeur qu'il désigne.

Les membres de l'Auditorat ne peuvent s'exprimer au nom du Conseil, sauf autorisation préalable et expresse de la part du président du Conseil. Ils ne peuvent s'exprimer au nom de l'Auditorat qu'après autorisation de la part de l'auditeur général.

B. Vergaderingen bedoeld in artikel 29, § 1, van de wet

Art. 6. § 1. De leidende ambtenaar van de Dienst voor de Mededinging en de auditeur-generaal bepalen in onderling overleg de kalender en de agenda van de vergaderingen van het Auditoraat die tot doel hebben de prioriteiten van het implementatiebeleid van de wet te bepalen en de volgorde van behandeling van de dossiers die ingediend werden op grond van artikel 44 van de wet vast te leggen; deze vergaderingen worden op grond van artikel 29, § 1, van de wet voorgezeten door de leidende ambtenaar van de Dienst voor de Mededinging.

§ 2. De leidende ambtenaar van de Dienst voor de Mededinging heeft een raadgevende stem.

§ 3. Over de vergaderingen bedoeld in § 1 wordt een verslag opgemaakt dat ondertekend wordt door de leidende ambtenaar van de Dienst voor de Mededinging en door de auditeur-generaal, na goedkeuring door de leidende ambtenaar van de Dienst voor de Mededinging, de auditeur-generaal en de aanwezige auditeurs.

§ 4. De bepalingen van de paragrafen 1, 2 en 6 van artikel 3 en artikel 4 van dit reglement zijn van toepassing op de vergaderingen bedoeld in § 1.

C. Sepotbeslissingen van het Auditoraat inzake restrictieve praktijken

Art. 7. § 1. In afwijking van artikel 3 van dit reglement worden de beraadslagingen van het Auditoraat betreffende de met redenen omklede sepotbeslissingen inzake restrictieve praktijken, bedoeld in artikel 45, § 2, van de wet, geldig gehouden wanneer drie auditeurs aanwezig zijn.

§ 2. Een lid van het Auditoraat dat aan de beraadslaging heeft deelgenomen, wordt belast met de eindredactie van de beslissing.

§ 3. De beslissing wordt ondertekend door de auditeurs die aan de beraadslaging hebben deelgenomen.

Sectie 4. — Procedures

Art. 8. Wanneer het Auditoraat zich moet uitspreken over de vertrouwelijkheid van de gegevens en documenten verzameld tijdens een onderzoek bij toepassing van artikel 44, § 6, van de wet of over de opmerkingen ingediend bij toepassing van artikel 9 van dit reglement worden de beslissingen in naam van het Auditoraat genomen en ondertekend door de auditeur die met het dossier is belast.

Art. 9. § 1. Indien het Auditoraat overweegt te besluiten dat de klacht of het verzoek, ingediend bij toepassing van artikel 45, § 2, van de wet, niet ontvankelijk of ongegrond is, en indien het Auditoraat meent dat het noodzakelijk is de indiener van de klacht, de indiener van het verzoek of elke andere natuurlijke of rechtspersoon te horen, roept het hen op aanwezig te zijn op de datum die het vaststelt.

De bepalingen van de artikelen 3 tot 5 van het koninklijk besluit procedure zijn van toepassing.

§ 2. Eventuele schriftelijke opmerkingen van de opgeroepen personen worden aan de griffie gericht tijdens de openingsuren van deze laatste en ten laatste de dag voorafgaand aan de zitting, met elektronische kopie. Indien de meegedeelde documenten zakegeheimen of andere vertrouwelijke elementen bevatten, moet de vertrouwelijkheid ervan worden gerechtvaardigd en een niet-vertrouwelijke versie worden bijgevoegd.

Art. 10. De zitting is niet openbaar.

Art. 11. De rechtsgeldige duplicaten van de beslissingen van het Auditoraat of van de auditeur worden voor eensluidend gewaarmerkt door de auditeur-generaal, de auditeur die hij daartoe aanstelt of de auditeur die met het dossier is belast.

Inzake concentraties wordt een duplicaat van de brief van de auditeur, bedoeld in artikel 61, § 3, van de wet, die als een beslissing van de Raad wordt beschouwd, voor eensluidend gewaarmerkt door de auditeur die met het dossier is belast en ter griffie bewaard.

Sectie 5. — Vertegenwoordiging van het Auditoraat

Art. 12. Het Auditoraat wordt vertegenwoordigd door de auditeur-generaal. Deze laatste kan zijn bevoegdheid geheel of gedeeltelijk overdragen aan de auditeur die hij aanduidt.

De leden van het Auditoraat mogen zich niet uitspreken in naam van de Raad, tenzij zij hiertoe voorafgaand en uitdrukkelijk de toestemming van de voorzitter van de Raad hebben gekregen. Zij mogen zich enkel uitspreken in naam van het Auditoraat nadat zij hiertoe de toestemming van de auditeur-generaal hebben gekregen.

Lorsque l'auditeur général ou un auditeur représente l'Auditorat, ils veillent à n'exprimer que des avis ayant fait l'objet d'un accord au sein de l'Auditorat. A défaut d'accord, il précise qu'il s'exprime en son nom personnel.

Art. 13. Les membres de l'Auditorat peuvent faire mention de leur appartenance à l'Auditorat institué auprès du Conseil.

Lorsque des membres mentionnent leur appartenance à l'Auditorat, ils utilisent ce titre avec modération, prudence et dans le souci de l'intérêt et de la réputation de l'Auditorat et du Conseil.

Section 6. — Incompatibilités

Art. 14. Les membres de l'Auditorat informent l'auditeur général des intérêts qu'ils détiennent, directement ou non, dans toute entreprise, association, société, groupement, de nature commerciale, financière, économique ou sociale.

Cette obligation ne porte pas sur les intérêts qui n'ont que peu d'importance.

Art. 15. Les membres de l'Auditorat ne peuvent ni diriger ou organiser une instruction ni délibérer dès lors qu'ils ont un intérêt, direct ou indirect, personnel ou non, à la solution du litige ou que les circonstances de la cause sont telles que leur impartialité est susceptible d'être mise en doute.

Le membre qui connaît une cause d'empêchement en avertit immédiatement l'auditeur général. Ce dernier peut pourvoir à son remplacement immédiat.

Section 7. — Entrée en vigueur

Art. 16. Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le jour de la publication de l'arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur de l'Auditorat du Conseil de la concurrence

Vu pour être annexé à notre arrêté du 11 janvier 2009 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de l'Auditorat.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

Wanneer de auditeur-generaal of een auditeur het Auditoraat vertegenwoordigen, letten zij erop enkel adviezen te verstrekken waarover binnen het Auditoraat overeenstemming werd bereikt. Bij gebrek aan overeenstemming verduidelijkt hij dat hij zich uitspreekt in zijn persoonlijke naam.

Art. 13. De leden van het Auditoraat mogen vermelden dat zij tot het bij de Raad ingestelde Auditoraat behoren.

Wanneer de leden vermelden dat zij tot het Auditoraat behoren, gebruiken zij deze titel gematigd en voorzichtig en uit bezorgdheid voor het belang en de reputatie van het Auditoraat en de Raad.

Sectie 6. — Onverenigbaarheden

Art. 14. De leden van het Auditoraat brengen de auditeur-generaal op de hoogte van de commerciële, financiële, economische of sociale belangen die zij hebben, rechtstreeks of niet, in elke onderneming, vereniging, maatschappij of groepering.

Deze verplichting slaat niet op belangen die maar weinig betekenis hebben.

Art. 15. De leden van het Auditoraat mogen geen onderzoek leiden, organiseren of erover beraadslagen wanneer zij rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of niet, een belang hebben bij de oplossing van het geschil of wanneer de omstandigheden van het geding van die aard zijn dat hun onpartijdigheid zou kunnen worden betwijfeld.

Het lid dat een verhinderingsgrond kent, verwittigt onmiddellijk de auditeur-generaal. Deze laatste kan dat lid onmiddellijk vervangen.

Sectie 7. — Inwerkingtreding

Art. 16. Dit huishoudelijk reglement treedt in werking de dag van de publicatie van het koninklijk besluit houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Auditoraat, van de Raad voor de Mededinging.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 11 januari 2009 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Auditoraat.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2009 — 202

[C — 2009/09002]

19 DECEMBRE 2008. — Arrêté royal déterminant en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les emplois des agents de l'Institut national de Criminologie et de Criminologie du Service public fédéral Justice, qui constituent un même degré de la hiérarchie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, inséré par la loi du 12 juin 2002;

Vu l'arrêté royal du 30 avril 1999 fixant le statut du personnel administratif et du personnel technique des établissements scientifiques;

Vu l'arrêté royal du 5 août 2006 déterminant en vue de l'application de l'article 43^{ter} des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les emplois des agents de l'Institut national de Criminologie et de Criminologie du Service public fédéral Justice, qui constituent un même degré linguistique;

Vu l'arrêté royal du 25 février 2008 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques fédéraux;

Vu les avis des syndicats, donnés le 28 avril 2008, en ce qui concerne le Syndicat libre de la Fonction publique et le 6 mai 2008, en ce qui concerne la Centrale générale des Services publics, conformément à l'article 54, alinéa 2 des lois précitées;

Vu l'avis de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 6 août 2008;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2009 — 202

[C — 2009/09002]

19 DECEMBER 2008. — Koninklijk besluit tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de betrekkingen van de personeelsleden van het Nationaal Instituut voor Criminologie en Criminologie bij de Federale Overheidsdienst Justitie, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43 ingevoegd bij de wet van 12 juni 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 april 1999 tot vaststelling van het statuut van het administratief en technisch personeel van de federale wetenschappelijke instellingen van de staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 augustus 2006 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43^{ter} van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de betrekkingen van de personeelsleden van het Nationaal Instituut voor Criminologie en Criminologie bij de Federale Overheidsdienst Justitie, die eenzelfde taaltrap vormen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 2008 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de federale wetenschappelijke instellingen;

Gelet op de adviezen, gegeven op 28 april 2008 voor wat betreft het Vrij Syndicaat voor het Openbaar Ambt en op 6 mei 2008, voor wat betreft de Algemene Centrale van Openbare Diensten, overeenkomstig artikel 54, tweede lid van voormelde wetten;

Gelet op het advies van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 6 augustus 2008;